



AMBASSADE DE FRANCE AU BRÉSIL

Pôle agricole régional de Brasília

25 mars 2020

Mesures et impacts de la pandémie de coronavirus Covid-19

--- Spécificités des secteurs agricole, agroalimentaire et pêche au Brésil

Résumé

Une gestion à deux vitesses, entre des mesures fédérales qui restent légères en comparaison de celles en place dans le reste du monde et des mesures adoptées par certains Etats fédérés ou municipalités qui visent à limiter les contacts entre personnes.

Pas de restrictions spécifiques sur les flux d'importation ou d'exportation de marchandises.

Les frontières terrestres sont fermées aux étrangers non-résidents. Les frontières aériennes sont fermées aux étrangers non-résidents provenant de pays à risque, sauf cas de transit.

Un paquet de mesures générales de soutien à l'économie et à l'emploi a été annoncé le 16 mars et complété le 23 mars.

La conjoncture crée des dissensions au sein du gouvernement et avec les autres pouvoirs. Le président de la République a réitéré son intention d'un retour à la normale avec réouverture des écoles et commerces. Un député a déposé le 17 mars devant le Congrès une demande de destitution du Président Jair Bolsonaro.

Les actualisations par rapport à la dernière note sont **surlignées en jaune**.

Contexte général

Au 25 mars, 2 433 cas de Covid-19 sont recensés et 57 morts. Tous les Etats brésiliens sont désormais touchés.

L'Etat de calamité publique a été mis en place au niveau fédéral, ce qui permet d'augmenter les dépenses publiques pour faire face à l'épidémie.

Il est à noter des **dissensions entre les gouverneurs des Etats fédérés et le Président Jair Bolsonaro sur les mesures de gestion de l'épidémie**. Les premiers prennent des mesures de distanciation sociale mais également de fermetures de commerces, arrêt de transports collectifs, etc... La position du gouvernement fédéral est l'isolement et la distanciation sociale, Jair Bolsonaro s'étant prononcé publiquement pour une **réouverture des commerces et écoles**. Plusieurs mouvements conservateurs s'écarteraient du président brésilien. Le 17 mars, une **procédure de destitution de Jair Bolsonaro** a été déposée devant le Congrès, en dénonçant le comportement du président brésilien qui a appelé à des manifestations contre le Congrès et le pouvoir judiciaire.

Des restrictions de déplacement sur le territoire ne sont pas en place au niveau fédéral. Néanmoins, plusieurs entreprises et institutions (y compris publiques) ont mis en place le télétravail. **Des dispositions spécifiques sont en place dans certains Etats fédérés ou municipalités** les plus touchés (**arrêt de certaines liaisons inter-Etats par les transports en commun**, fermeture de magasins hors alimentation, interdiction des rassemblements, fermeture des activités sportives, espacement d'au moins deux mètres entre les tables de restaurants, etc...)

Restrictions aux frontières pour les personnes

Les frontières terrestres sont fermées pour tous les étrangers non-résidents. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas de transport de marchandises.

Les frontières aériennes sont fermées pour tous les étrangers-non-résidents provenant des pays suivants : Chine, pays membres de l'Union européenne, Islande, Norvège, Suisse, Royaume-Uni, Irlande du Nord, Australie, Japon, Malaisie, Corée du Sud. Cette fermeture ne s'applique pas pour les passagers en transit au Brésil.



AMBASSADE DE FRANCE AU BRÉSIL

Pôle agricole régional de Brasília

25 mars 2020

A noter que les départs du Brésil sont faits sans protocole spécifique mais plusieurs compagnies aériennes ont supprimé des vols depuis et vers la France.

Il n'est pas à exclure que dans les jours/semaines qui viennent, une interdiction des vols en provenance des pays infectés, dont les pays d'UE soit mise en place, ou *a minima* une obligation de confinement pendant 14 jours pour les personnes provenant de zones à risque. Il est probable que de telles mesures s'appliquent au moins jusqu'au second semestre 2020.

Pour tout complément, consulter la [foire aux questions](#) de l'ambassade de France au Brésil.

Circulation des marchandises

Aucune mesure de restrictions ou de contrôles spécifiques prises par les autorités brésiliennes tant à l'importation au Brésil qu'à l'exportation depuis le Brésil.

Aucune difficulté logistique spécifique signalée.

Problématiques spécifiques à certaines filières agricoles

Aucune problématique spécifique signalée à ce jour.

Mesures transversales de soutien à l'économie

Le ministre de l'économie a annoncé le 16 mars un paquet de mesures budgétaires visant à soutenir la demande et l'emploi, notamment de certaines couches de population considérées plus fragiles. Au total, l'injection de ressources dans l'économie s'élève à environ 29 Mds € (2% du PIB).

- Les mesures incluent le paiement anticipé de certaines prestations sociales, notamment le 13ème mois des retraités du régime général de la Sécurité sociale, un abondement du *Fundo de Garantia do Tempo de Serviço* (FGTS), auquel cotisent les entreprises pour mutualiser une assurance chômage, ainsi que du programme *Bolsa Familia*.
- Pour le soutien de l'emploi : délais et exemptions temporaires dans le paiement de certaines cotisations et engagements des entreprises. Ce volet vise à pallier des situations d'illiquidité des entreprises et à faciliter le refinancement de leur fonds de roulement.

Le Conseil Monétaire National (CMN) a annoncé des mesures pour limiter les cessations d'activité par manque de financement et pour relancer le crédit dans l'économie. Elles ont été complétées le 23 mars :

- la Banque centrale, a mis en place en une semaine des mesures d'assouplissement de la liquidité libérant des ressources à hauteur de 17% du PIB ;
- la BNDES déploie des mesures d'urgence soutenant les entreprises et les travailleurs, pour un montant total de 11 Mds € (0,76% du PIB). Il s'agit en particulier de renforcer la trésorerie des entreprises et soutenir les travailleurs confrontés aux effets économiques du COVID-19.

Mesures spécifiques de soutien au secteur agricole et agroalimentaire

Le gouvernement fédéral a publié un décret définissant les services publics essentiels. Il liste ceux relevant du champ agricole : vigilance sanitaire, certification sanitaire et phytosanitaire, prévention, contrôle et éradication des maladies des végétaux et animaux. Les personnes assurant ces services publics essentiels ne peuvent pas être limitées dans leur liberté de circulation, tout comme le transport des marchandises, la production, distribution, la commercialisation ainsi que les services connexes.

Au plan économique, la Banque centrale du Brésil a annoncé le 23 mars la mise en place de lignes de crédits bancaires pour l'agronome afin d'assouplir les conditions de liquidité du secteur.

Il est à noter que le ministère fédéral de l'agriculture (MAPA) a mis à disposition ses 84 laboratoires d'analyses pour réaliser des tests de détection du Covid-19. La capacité d'analyse représenterait 76 000 tests par jour.

Le secrétariat à l'agriculture et l'approvisionnement de l'Etat de Sao Paulo a mis en place un comité de gestion du Covid-19.



AMBASSADE DE FRANCE AU BRESIL

Pôle agricole régional de Brasília

25 mars 2020

Mesures spécifiques de soutien au secteur de la pêche

Aucune mesure spécifique annoncée.

Mesures spécifiques de soutien aux fournitures de l'industrie agroalimentaire

Aucune mesure spécifique annoncée.

Mesures de gestion de la main-d'œuvre

Aucune mesure spécifique de type prêt de personnel, formations, etc...